

DEPARTEMENT DES  
ALPES MARITIMES

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

CANTON DE VALBONNE

N° 9270

NOMBRE

de conseillers en exercice

33

de présents

24

de votants

31

OBJET

Astreintes de la Police Municipale

L'an deux mil dix-neuf, le trois octobre, le Conseil Municipal de la commune de Valbonne étant rassemblé en séance ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de :

Monsieur ETORÉ Christophe, Maire

**Étaient présents** : ETORÉ Christophe, BONNEAU Martine, VIGNOLO Betty, SAVORNIN Richard, DERONT-BOURDIN Gautier, LANCHARRO Marie-José, LASSOUED Bouchra, MEULIEN Jean-Paul, BARADEL André-Daniel, DAUNIS Marc, VIVARELLI Philippe, PEACOCK Valérie, BORIES Camille, DEBORDE Elisabeth, BOSSARD Frédéric, SANTOS Xavier, SELOSSE Sandrine, DALMAS Fabien, FOISSAC Elodie, PATTIN Sébastien, JANNAUD Sonia, CHARLOT VALDIEU Catherine, FERNANDEZ Patrick, DAL MORO Christian.

**Procurations** : ROUGELIN Alexandra à VIGNOLO Betty, SIMON Eric à DERONT BOURDIN Gautier, BENTRAD Samira à DAUNIS Marc, DENISE Charlène à LASSOUED Bouchra, VALENTI Anaïs à BONNEAU Martine, MEBAREK Yamina à FERNANDEZ Patrick, BEGLIA Florence à DAL MORO Christian.

**Absents** : KAÇA Afrim, HOSKIN Marie-Pierre.

Madame FOISSAC Elodie a été désignée secrétaire de séance.

Le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 et notamment son article 5, pris pour application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, indique que l'organe délibérant de la collectivité détermine, après avis du comité technique compétent, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés.

L'article 2 du décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale dispose qu'une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration, la durée de cette intervention étant considérée comme un temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail.

Ce décret fixe également les conditions de versement des indemnités d'astreinte et de permanence. Il détaille enfin le type d'indemnité attribué en fonction de la filière, par référence aux textes applicables dans la fonction publique d'Etat, notamment au travers des décrets n° 2002-148 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des permanences au bénéfice de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur et du décret n° 2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement.

La mise en œuvre de l'annualisation de la Police Municipale nécessite une nouvelle organisation, notamment au regard des responsabilités exercées par l'équipe d'encadrement. Il y a lieu d'instaurer le régime des astreintes, ainsi que les indemnités qui s'y rattachent pour la Police Municipale.

VOTES

Pour	31	
Contre		
Abstention		

.../...

Les astreintes de la Police Municipale sont organisées comme suit :

- Les agents titulaires de la Police Municipale pourront assurer des astreintes en semaine, en week-end et jours fériés de nuit comme de jour ;
- Sont concernés les emplois avec des responsabilités d'encadrement relevant des cadres d'emplois des agents de Police Municipale et des chefs de service de Police Municipale ;

Les astreintes sont organisées afin :

- d'assurer la transmission d'informations urgentes entre les policiers municipaux et les instances politiques pour prise de décision et de mise en œuvre,
- d'effectuer des missions relevant de la sécurité des biens et des personnes,
- d'accomplir des missions d'assistance aux habitants.

Ces astreintes et toutes éventuelles interventions seront soit rémunérées soit compensées.

Ces indemnités ou compensations sont attribuées de manière forfaitaire et suivront les taux fixés par arrêtés ministériels.

Les crédits sont prévus au budget de la Commune.

Ce rapport a été soumis pour avis aux membres du Comité Technique, en séance du 11 septembre 2019.

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, le Conseil :

- **APPROUVE** le régime des astreintes de la Police Municipale ci-dessus décrit ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de ce dispositif.

#### **FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.**

Le Maire certifie que le compte rendu de la séance du Conseil Municipal a été affiché à la porte de la Mairie le 10 octobre 2019 et que la convocation du Conseil a été faite le 27 septembre 2019. La présente délibération a été affichée le 22 octobre 2019 et sera publiée au recueil des actes administratifs de la Commune.

Valbonne Sophia Antipolis, le 22 octobre 2019

Le Maire,